Ensemble pour le Val-de-Marne et pour faire échec au coup d'État de la réforme Balladur

Créteil, lundi 26 janvier 2009

COMMUNIQUÉ

L'ancien Premier Ministre Balladur va remettre au Président de la République – au nom du comité pour la réforme des collectivités locales – le rapport que les 11 membres qui le composent, viennent d'adopter.

Selon les informations qui nous sont parvenues, ce rapport constitue une véritable bombe contre la démocratie locale et les collectivités territoriales.

Accompagnant la volonté du Président de la République de réduire la dépense publique en diminuant les services publics et les actions en direction des populations, le comité Balladur propose ni plus ni moins de porter un coup fatal à l'esprit de la décentralisation mise en œuvre par la gauche au début des années 1980.

En préconisant la création d'un Grand Paris, forme de monstre technocratique de 7 millions d'habitants qui regrouperait les départements des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et Paris, élu dans des conditions qui relèveraient plus du hold-up politique que de la démocratie, le comité Balladur réinvente l'ancien département de la Seine. Un bond en arrière de 45 ans !

Je veux très fermement dénoncer de nouveau l'entreprise de liquidation de l'action des collectivités locales, de démolition de la démocratie locale et ce mépris à l'égard de l'action des élus départementaux et communautaires. Tout cela nous l'avons dit, avec l'ensemble des Présidents de Conseils généraux, avec le Président du Conseil régional et le Maire de Paris au Comité Balladur. Visiblement la pièce était écrite avant, ailleurs sûrement.

Face à ce coup d'état contre la démocratie locale et donc contre la démocratie tout court, je ne doute pas que les garants de la Constitution empêcheront que ces projets soient votés et mis en œuvre en catimini et sans l'avis des populations.

Je demande donc d'ores et déjà au Président de la République de s'engager à ce que de tels projets soient sanctionnés par un référendum à l'issue d'un large débat démocratique.

Coup d'état contre les départements de petite couronne et toutes les communautés de communes et d'agglomération vouées purement et simplement à disparaître. Coup de grâce également pour les communes condamnées à l'isolement et éloignées du lieu central de décision. Coup d'état contre les actions que les collectivités développent depuis des années. A titre d'exemple, la mise en place de ce projet signifierait la disparition du Val-de-Marne et donc la disparition de toutes les actions volontaires et innovantes menées par notre collectivité : remboursement de 50% de la carte de transport « Imagine'R », suppression de l'aide à la demi-pension dans les collèges, de l'aide au logement social, abandon des parcs départementaux, des crèches départementales, suppression des services publics de proximité, arrêt pur et simple des politiques d'environnement, de jeunesse, de sport, de culture, d'aide à la vie associative, suppression de toutes les aides volontaires apportées aux communes.

Ce sont des milliers d'associations, de structures sportives et culturelles dont l'existence même serait menacée. Ce sont des pans entiers de service public qui seraient remis en question.

CONTACTS PRESSE

Jean-Pierre Delahaye
Attaché de presse
Cabinet de la présidence
Conseil général du Val-de-Marne
Av du général de Gaulle
94011 Créteil
Tél. : 06 07 16 20 56

Jean-pierre.delahaye@cg94.fr

Séverine Marreau
Assistante service presse
Cabinet de la présidence
Conseil général du Val-de-Marne
Av du général de Gaulle
94011 Créteil
Tél. : 01 43 99 70 28/23

severine.marreau@cg94.fr

COMMUNIQUÉ

[*suite*]

Et tout cela pourquoi ? Pour accélérer encore le démantèlement de l'action publique et permettre à la droite de remettre en cause par une manœuvre politicienne ce que les citoyens et leurs représentants ont décidé par leur vote. La droite ne supporte pas d'avoir perdu en dix ans la Région, la Ville de Paris et 3 Départements en Île-de-France.

Coup d'état également contre l'action locale de proximité, la prise en compte de l'attente et de l'intérêt local. Comment les populations, leurs élus, pourraient être entendus et écoutés dans un ensemble si vaste dominé par les territoires les plus socialement favorisés ?

Coup d'état enfin contre les dynamiques en mouvement, contre tout ce qui fait la vitalité des territoires de banlieue, leur réussite, les solidarités qui s'y développent et qui demain ne trouveront comme soutien que le vide d'une structure hypertrophiée.

Or aujourd'hui, ce qui pose problème, ce ne sont pas les collectivités locales qui constituent à tout niveau le seul rempart contre les difficultés dont sont victimes nos concitoyens. Non, ce qui pose problème se sont les politiques gouvernementales de suppression des services publics, de cadeaux aux plus fortunés et de refus d'amélioration du pouvoir d'achat.

Non décidément dans tout cela il n'y a rien de bon. Je veux assurer à tous nos concitoyens que nous ne laisserons pas passer ces projets toxiques pour nos territoires et leurs populations.

J'appelle donc dès aujourd'hui tous les citoyens, tous les démocrates épris de justice, de république et attaché à la décentralisation et à la démocratie locale à se mobiliser pour la défense de leur commune, de leur département, de leur région.

J'appelle les élus de toute sensibilité à manifester leur opposition à ces projets désastreux et ringards.

J'appelle les forces vives du Val-de-Marne, bénévoles sportifs, culturels et associatifs, acteurs économiques et sociaux, à agir pour empêcher la mise à mal de leurs outils.

J'appelle toutes celles et tous ceux qui ont le Val-de-Marne au cœur, qui y sont nés, y vivent ou y travaillent à agir ensemble pour défendre leur département.

J'appelle enfin solennellement le Président de la République à abandonner ces funestes projets et à engager à leur place un véritable plan de soutien à nos territoires et à leurs collectivités.

Non, il n'est pas question de laisser les technocrates, les réactionnaires ou les retraités de la politique détruire nos actions et nos projets et rendre encore plus difficile la vie de tous nos concitoyens.

Non, en cette période de crise si dure pour les français, nous ne laisserons pas casser ces espaces de solidarités et d'innovations que nous avons ensemble construits

Ensemble, nous sommes le Val-de-Marne et, ensemble, nous entendons bien tout faire pour le rester !

Christian FAVIER
Président du Conseil général du Val-de-Marne.

CONTACTS PRESSE

Jean-Pierre Delahaye
Attaché de presse
Cabinet de la présidence
Conseil général
du Val-de-Marne
Av du général de Gaulle
94011 Créteil
Tél. : 06 07 16 20 56

Jean-pierre.delahaye@cg94.fr

Séverine Marreau
Assistante service presse
Cabinet de la présidence
Conseil général du Val-de-Marne
Av du général de Gaulle
94011 Créteil
Tél. : 01 43 99 70 28/23

severine.marreau@cg94.fr